

Discours d'Egletons (Corrèze), le 3 octobre 1976

Au-delà de nos préoccupations immédiates, au-delà des soucis qui sont les nôtres, il y a les Français qui s'interrogent, il y a la France, aux prises avec ses difficultés sociales, économiques, politiques. Ces difficultés, j'ai lutté de toutes mes forces pour les surmonter. Ces problèmes, j'ai mis depuis deux ans, tout mon cœur, toute mon énergie pour leur trouver une solution. Et le jour où j'ai considéré que, dans le cadre qui m'était fixé, avec les moyens dont je disposais, je n'avais plus de chance sérieuse de réussir, j'ai estimé de mon devoir de remettre la démission de mon Gouvernement au Président de la République.

J'ai servi en toute loyauté le Chef de l'Etat. Mais je suis de ceux qui croient que la loyauté implique la franchise. J'ai donc été conduit à tirer les conclusions de la situation telle que je l'appréciais.

Certains aujourd'hui voudraient m'opposer au Président de la République. Ils perdent leur temps. Ma conception du service de l'État, mon attachement à la Ve République sont trop rigoureux pour que je sois jamais tenté de le faire. Il est le garant de nos Institutions, élu du peuple français, et nul n'a le droit de contester sa légitimité, sa primauté et ses pouvoirs, si ce n'est le peuple lui-même quand il est normalement consulté. Ma position, à cet égard, est claire. Je n'y reviendrai pas. J'espère avoir été compris.

C'est dans ce cadre que j'entends aujourd'hui poursuivre ma tâche au service du pays : défendre l'indépendance nationale, affermir les institutions de la République, renforcer liberté.

Ces grandes options, présentées au peuple français et adoptées par lui lors des élections présidentielles demeurent charte de mon action politique.

Sur tous ces problèmes, j'aurai l'occasion, dans les de mois qui viennent, de préciser ma pensée et, ensemble, nous en délibérerons lors de nos prochaines Assises. Je ne voudrais aujourd'hui qu'évoquer brièvement quelques points parmi les plus importants.

La défense des principes de notre démocratie c'est d'abord bien entendu, celle de l'indépendance nationale. Comme personne ne met en cause aujourd'hui cette affirmation, nous avons tendance à croire que la cause est entendue et peut-être avons-nous commis l'erreur de laisser à nos adversaires le de tirer parti d'un mot d'ordre qui appartient à tous, fi sans doute et d'abord à nous les gaullistes qui l'avons restaurée. Or, l'indépendance n'est pas un mot; elle n'est une profession de foi ou le thème de discours ou de pt grammes électoraux. Elle s'affirme. Elle suppose qu'un effort permanent soit effectué pour que notre pays soit doté d'u défense nationale moderne, forte et efficace. Elle exige que notre action extérieure sache

persévérer dans le refus des allégeances et nous maintenir hors des blocs antagonistes. Il faut donc dénoncer les procès de tendance qui évoquent absurdement notre retour à l'OTAN. Il faut éviter que certains textes, certaines déclarations, puissent créer une équivoque quand notre volonté de demeurer indépendants, non seule selon les textes mais selon l'esprit et dans les faits. Il faut que le monde comprenne que cette œuvre ne sera pas interrompue et que les meilleurs garants de la continuité dans ce domaine sont les hommes de la majorité qui a permis de l'assurer jusqu'ici.

Mais le ressort de l'indépendance extérieure, il faut au trouver en nous-mêmes, dans la stabilité intérieure et la liberté des citoyens.

Les institutions politiques stables et démocratiques que le peuple français s'est données à l'appel du Général de Gaulle ont fait la preuve de leur efficacité au cours des dernières années parfois mouvementées, souvent difficiles que nous avons vécues. Pourtant les signataires du programme commun socialo-communiste veulent les remettre en cause par le biais de retouches, de réformes ou de modifications plus ou moins hypocrites. Nous ne le permettrons pas. Notre régime politique serait irrémédiablement détruit et nous reviendrions d'abord à la faiblesse d'autrefois, aussitôt suivie par l'autoritarisme et la dictature.

Le respect scrupuleux du texte de nos institutions constitue pour nous un dogme sur lequel il ne nous est pas possible de transiger.

Enfin, la liberté, en France, comme dans un grand nombre d'autres pays, est, elle aussi, menacée.

Elle l'est parfois de notre faute. Alors que les Français dans leur grande majorité sont attachés à la société démocratique et libérale, trop nombreux sont ceux qui, peut-être parce qu'ils doutent de notre capacité à la défendre, refusent les disciplines nécessaires et préfèrent aux efforts le renoncement et la facilité.

Elle l'est surtout par nos adversaires; s'ils venaient au pouvoir, ils auraient tôt fait de créer, que certains d'entre eux le veuillent ou non, une société de contrainte où l'autorité bureaucratique d'un État proliférant rendrait rapidement insupportable la vie de nos concitoyens.

Contrairement à ce que pensent un grand nombre de jeunes, peut-être parce qu'ils n'en ont jamais été privés, la liberté n'est pas un merveilleux privilège que l'on a une fois pour toutes. C'est un bien difficile à conquérir, une plante fragile et menacée qu'il faut perpétuellement protéger et défendre.

La liberté peut être détruite aussi bien par une trop grande emprise de l'État que par la démission de l'autorité.

Elle s'évanouit et meurt là où l'État n'est plus capable d'assurer à tous les citoyens la sécurité dans leur vie quotidienne face aux violences, aux agressions du monde moderne, aux excès des minorités destructrices.

Nos concitoyens aspirent à la sécurité, ils veulent être protégés, ils veulent voir renforcée et plus perpétuellement contestée l'autorité d'un État qui tient sa légitimité du suffrage universel, ils veulent que cesse la complaisance envers la licence et le renoncement.

Mais au-delà de ces principes permanents qui concernent l'organisation de la société, il y a les hommes et les femmes qui la composent. Il y a leurs problèmes, toujours nouveaux, toujours plus complexes, et qu'il faut résoudre.

Le devoir de l'homme politique n'est pas de rêver pour les autres, mais de les écouter, de démêler avec eux le possible du souhaitable et d'en tirer des règles pour son action.

Que veulent donc les hommes et les femmes de ce pays?

Leur attente, telle que je la perçois, est à la fois simple et très ambitieuse:

- un monde juste,
- une vie quotidienne qu'ils maîtrisent davantage et dont ils assument eux-mêmes plus directement la responsabilité.

La justice, bien sûr, tout le monde la veut. Mais comme la liberté, elle a ses disciplines.

La justice n'est pas l'égalitarisme: la diversité, la différence entre les hommes sont un droit autant qu'un fait.

La France de demain ne saurait être une société d'assistés où chacun recevrait d'une bureaucratie tentaculaire la même portion congrue de la pénurie collective. Certaines inégalités en revanche sont intolérables: toutes celles qui résultent de rentes de situation où le mérite personnel n'a que faire, toutes celles que secrète le jeu de certains mécanismes économiques quand l'État ne maintient pas la mesure.

Réduire ces inégalités, voilà ce que doit être, concrètement, notre action de justice.

La deuxième discipline de la justice, c'est la solidarité. L'excès des revendications, la relative facilité avec laquelle celles-ci sont satisfaites, l'acharnement croissant avec lequel chacun s'en remet à l'État pour satisfaire tous ses besoins et toutes ses exigences créent un climat d'inflation psychologique non moins dangereux que l'inflation elle-même et non moins générateur d'angoisse.

Car, je vous le demande, quand nos entreprises et nos syndicats se laissent entraîner dans une course échevelée des salaires et des profits, où sont les bénéficiaires? Où sont les victimes? De tous côtés: chômeurs frustrés de leur dignité de citoyen à part entière, entrepreneurs épuisés de dettes, personnes âgées désemparées par le coût de la vie, mal-logés

accablés par l'alourdissement des charges locatives, petits agriculteurs que la terre ne nourrit pas, épargnants aux revenus non indexés, tous se retrouvent au bout du compte dans le malheur, le désespoir ou la révolte.

Il est urgent que les partenaires privilégiés de notre système social prennent conscience de la solidarité nouvelle que la crise a fait surgir entre tous.

Certes, la société d'hommes responsables pour laquelle nous nous rassemblons ne saurait être fondée sur l'assistance. Mais la solidarité n'est pas l'assistance. Elle permet au contraire de concilier le goût de l'initiative personnelle et la sécurité à laquelle nous aspirons légitimement.

Pour mettre en œuvre cette solidarité, il faut, bien sûr, des réformes. Et quoi qu'on en ait dit, je le crois profondément. Je rappelle que personne, dans l'histoire de notre République, n'a plus que le Général de Gaulle, transformé notre société. Je continuerai, pour ma part, et à ma place, dans cette voie.

Des réformes donc! Mais lesquelles et comment ?

Je voudrais tout d'abord dire que mon expérience gouvernementale m'a enseigné que l'évolution nécessaire des choses devait être recherchée de façon différente selon leur nature.

Il y a des domaines où l'on peut et où il faut apporter des améliorations progressives.

C'est le cas de la famille, cellule de base de notre société, lien privilégié où la très grande majorité des hommes et des femmes de notre pays ont choisi de faire leur bonheur. Il faut la préserver et l'aider davantage non seulement sur le plan matériel mais aussi sur le plan moral.

C'est le cas de la commune qui doit bénéficier d'une beaucoup plus grande autonomie de permettre à tous les citoyens qui la composent de participer directement aux responsabilités de sa gestion.

C'est le cas de la libre association des hommes pour l'organisation de ce qui touche au cadre de vie: urbanisme, équipements collectifs, écologie. Le seul moyen en effet d'éviter la répétition de certaines erreurs consiste à substituer aux actions administratives forcément arbitraires et systématiques, les initiatives de ceux qui vivent sur le terrain. La qualité de la vie, ne l'oublions pas, est le domaine privilégié de la différence parce qu'elle est l'expression renaissante de la culture.

Et je pense d'ailleurs que trop souvent la mainmise des partis politiques sur ces associations empêche les citoyens d'y exercer pleinement leurs responsabilités.

C'est le cas de l'emploi des deniers publics. Compte tenu de l'importance de plus en plus grande des interventions publiques dans l'économie et du poids croissant des charges sociales de la Nation, l'État doit avoir pour souci constant de veiller de façon permanente au bon emploi de l'argent

public et de donner l'exemple d'une gestion rigoureuse éliminant peu à peu le gaspillage, les abus et les dépenses inutiles.

C'est le cas enfin, pour ne prendre que quelques exemples, de la concertation indispensable avec les organisations syndicales et professionnelles, non pas pour leur transférer un pouvoir de décision qui n'appartient qu'à la puissance publique, mais pour élaborer réellement et honnêtement avec les solutions les mieux adaptées aux problèmes qui se posent à nos concitoyens. Un État sûr de son autorité ne craint pas en effet la concertation véritable. L'autoritarisme est le masque de la faiblesse.

Mais il y a des domaines où les améliorations partielles aussi justifiées soient-elles, ne font qu'ajouter à la confusion. Dans ce cas, la réforme ne consiste pas à amender et à améliorer, il faut procéder à une refonte complète d'un système.

C'est le cas maintenant, j'en ai acquis la conviction, de notre système fiscal, reconnaissons-le, trop complexe, insuffisant et injuste. La fiscalité de demain devra bien sûr, permettre une plus juste appréciation des revenus mais elle devra être assise non seulement sur la dépense et les revenus mais aussi sur le capital.

C'est le cas également des rapports entre l'homme et l'État, entre l'administré et l'Administration. Le progrès, aujourd'hui consiste à donner à chaque citoyen une maîtrise accrue sur sa vie quotidienne. Les peuples en marche vers la démocratie se sont d'abord débarrassés des barons et des princes qui monopolisaient le pouvoir. Par l'élection, expression périodique de la démocratie, ils ont obtenu de choisir les représentants qui exercent ce pouvoir en leur nom. Le moment est désormais venu où cette forme de démocratie apparaît à son tour insuffisante. Les citoyens veulent aujourd'hui passer de l'exercice périodique de la démocratie à des formes originales de démocratie du quotidien. Vous sentez bien autour de vous cette aspiration de plus en plus pressante de chacun à choisir sa vie, sa maison, sa rue et le paysage de sa rue, son travail et l'organisation de son travail.

La démocratie que nous devons inventer doit permettre l'exercice continu de la responsabilité individuelle, ce qui suppose une transformation profonde de l'Administration, de ses méthodes, de ses structures.

C'est le cas enfin, et pour prendre un dernier exemple, de la participation. Vous savez combien cette idée nous est chère. Pour être effective, la participation suppose non seulement un droit à l'information, l'accès aux responsabilités, mais également une meilleure diffusion de la propriété par l'association de tous au capital. Voilà les bases de la véritable et nécessaire réforme de l'entreprise.

Je reste persuadé qu'il existe dans le pays une majorité pour appuyer une telle

politique. Pour la mener à bien, j'aurais souhaité que l'occasion soit donnée à cette majorité de s'affirmer rapidement et sans équivoque. Il n'en a pas été ainsi.

Reste, bien entendu, les problèmes conjoncturels, et Dieu sait qu'ils sont nombreux et importants. Aujourd'hui, mon successeur a reçu certaines assurances, notamment pour engager la lutte contre l'inflation, problème qui, de tous, est celui qui m'a le plus préoccupé. Il dispose pour ce faire du Ministère des Finances. Je ne doute pas de sa volonté et je connais sa compétence. Je souhaite de tout cœur qu'il réussisse.

Mais dans le domaine politique, il est à craindre que la combinaison à têtes multiples et à autorité diffuse, échafaudée sur les partis, n'ait ni la force ni l'élan nécessaires pour mener notre majorité à la victoire. Il ne faudrait pas que renaissent ces coalitions que nous avons connues et qui n'ont pour but que de s'approprier le pouvoir, pour ciment que l'intérêt électoral et qui tendent désespérément de s'élargir dans le vain espoir de tenir debout.

Alors viendrait le temps des déboires et des désillusions!

Déjà le doute s'insinue dans bien des esprits.

- Il y a ceux qui disent: tout est perdu, il faut se résigner à l'inévitable expérience collectiviste.

- Il y a ceux qui disent: nous n'avons pas les moyens de gagner, il faut pactiser avec nos adversaires.

- Il y a ceux qui disent : quel malheur, la France est coupée en deux, il faut trouver un compromis quitte à perdre notre moitié majoritaire et nous contenter de l'autre.

Eh bien! Non! Je n'accepterai jamais que les Français qui nous ont fait confiance pour promouvoir une société de justice et de liberté soient contraints, sous de fallacieux prétextes à de continuelles reculades. Je n'accepterai jamais de voir chaque concession de notre part accueillie par un redoublement d'impudence et d'audace de la part de ceux qui nous combattent depuis près de vingt ans.

Il ne s'agit pas bien sûr d'entrer prématurément en campagne électorale. Mais l'action politique, la plus noble des actions puisqu'elle conditionne le destin des hommes, est une action permanente.

Que fait l'opposition, et avec un certain succès, si ce n'est de mener un combat politique permanent. L'ignorer ou le sous-estimer est dangereux. Telle n'est pas mon intention. J'ai déclaré il y a quelque temps, m'adressant aux élus de notre Mouvement: je vous conduirai à la victoire en 1978. Eh bien! je déclare aujourd'hui que ma volonté et ma conviction n'ont pas changé.

Je suis en effet résolu à contribuer à notre victoire parce que je me refuse à laisser des millions de citoyens qui nous ont fait confiance attendre dans la résignation que se joue leur sort, parce que des élections cela se prépare, certes grâce à l'action efficace et soutenue d'un

gouvernement responsable mais aussi par l'explication sans relâche de ce que nous croyons, de ce que nous voulons. Il faut convaincre les Français que nous sommes véritablement porteurs d'espérances.

Porteurs d'espérances! C'est une grande ambition mais aussi une lourde charge que d'autres ont assumée avant nous. Comme eux, fidèles à leur exemple, nous ne nous déroberons pas!

Mon rôle au milieu de vous, est de montrer le chemin, et je vais le faire.

Après tout, si l'honneur et le risque m'en reviennent, c'est que d'autres, plus anciens, n'ont pas cru devoir, ou n'ont pas pu, prendre la charge.

Il serait plus agréable que la politique n'obéisse pas à des lois dures et impitoyables. Malheureusement, il n'en est pas ainsi. La politique est et a toujours été un combat, tout est engagé, le présent, l'avenir de nos enfants, celui de la France.

C'est pour cela et non par je ne sais quel goût de la lutte que j'appelle chacune et chacun d'entre nous à engager toutes ses forces et toute son âme dans cette bataille, et sans attendre.

Je m'adresse à tous les Français sans exclusive, aucune, pour que se constitue le vaste mouvement populaire que la France a toujours su tirer de ses profondeurs lorsque le destin paraît hésiter.

Par vous, autour de vous, au-delà de vous, nous allons essayer de créer le Rassemblement de toutes celles et tous ceux qui cherchent, avec obstination, à se faire entendre, à travailler, à préserver leur liberté de choix et d'expression et qui aspirent à plus de justice, à plus de bonheur sans pour autant renier les principes auxquels ils sont attachés.

Cela suppose de notre part de la patience, de la ténacité, de la grandeur, mais le Général de Gaulle et Georges Pompidou nous ont habitués à fréquenter les rudes sentiers qui obligent les Français à se surpasser pour être eux-mêmes dans la victoire.

Le Grand Rassemblement auquel je vous convie, qui devra allier la défense des valeurs essentielles du Gaullisme aux aspirations d'un véritable travaillisme français, et qui permettra à la majorité de se renforcer pour continuer son œuvre, vous allez devoir en délibérer lors des Assises Nationales Extraordinaires que notre Secrétaire Général, Yves Guéna, réunira à ma demande avant la fin de l'année.

Vous donnerez ainsi l'exemple de l'effort que chaque citoyen devra accomplir pour que ce Rassemblement triomphe.

Cela suppose pour nous des modifications profondes, de nos statuts et de nos structures.

Ne vous y trompez pas, il nous faudra aussi perdre certaines de nos habitudes, changer nos

mentalités, renoncer à la facilité de nous retrouver confortablement entre nous pour parler du passé. Il sera un peu pénible, un peu déroutant d'accueillir des nouveaux venus, parfois d'anciens adversaires, mais le bien de la France est à ce prix.

_ Vous croyez être assez nombreux. Je vous dis: pas assez.

_ Vous croyez être assez généreux. Je vous dis: pas assez.

_ Vous croyez être assez forts. Je vous dis: pas assez.

Chacun de vous sent, chacun de vous sait que les prochaines législatives seront décisives pour le pays et rien ne doit être épargné pour les gagner.

Je sais que la grande majorité d'entre vous souhaite ce Rassemblement. Ensemble nous le ferons. Mais il faut m'aider, me suivre, m'encourager par votre soutien sans défaillance.

Je vous promets quant à moi que je mettrai toutes mes forces, tous mes moyens, tout mon cœur, au service de la France dans le respect de la République et des Institutions.